

Au départ, je tiens à informer la Chambre que les résultats immédiats de la Conférence sur le commerce et le développement constituent une étape importante du dialogue entre pays développés et en développement sur le nouvel ordre économique international; ses répercussions à plus long terme seront également considérables. De toute évidence, la CNUCED IV - comme toutes les conférences où les participants doivent faire des concessions pour parvenir à s'entendre - n'a pas donné tous les résultats que le Canada ou d'autres pays développés et en développement auraient souhaités. Néanmoins, il est indéniable qu'elle pose un jalon capital dans la recherche, amorcée à la Septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, de moyens de résoudre les écarts entre pays industrialisés et en voie de développement.

J'ai déclaré à la Septième session que le Canada était déterminé à jouer un rôle constructif, à utiliser ses ressources et son influence pour aider à ménager une mutation positive dans le système économique international et ainsi à réduire le fossé entre nations riches et pauvres. Les Etats participants s'étaient alors engagés à travailler ensemble pour faire du système international des échanges et des paiements un instrument propre à accélérer le développement économique des pays du tiers monde et à leur assurer une participation plus grande et plus soutenue au commerce international.

La CNUCED IV était la première grande conférence des Nations Unies à être convoquée depuis la clôture de la Session extraordinaire; elle a reflété, tant dans ses désaccords que ses accords, ces dimensions nouvelles: on s'est efforcé d'aborder les problèmes sur un plan pratique, il y a eu quelques